

RAPPORT MENSUEL

Avril 2022



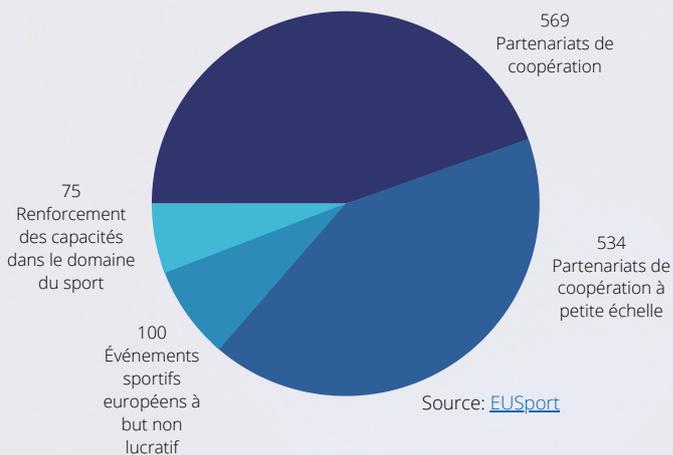
EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office

CHIFFRES & DONNÉES

Erasmus+ Sport: clôture de l'appel 2022 1278 candidatures soumises au total



L'INTERVIEW DU MOIS

Brigitte Henriques, Présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF)



"Il faut donner au sport la place qui est la sienne au vu des multiples enjeux et des nombreux espoirs qu'il porte pour les années à venir. Le sport doit être considéré à sa juste dimension car il est vital pour notre société en termes de santé publique, d'emploi et d'éducation."

Interview complète en page 5

JOURNÉE INTERNATIONALE DU SPORT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA PAIX

#Whitecard - campagne digitale 2022

Le 6 avril, la campagne numérique célébrant la journée internationale du sport pour le développement et la paix a touché



171 millions de personnes

dans



113 pays

La devise de la journée internationale 2022 du sport pour le développement et la paix était :

"Assurer un avenir durable et pacifique pour tous : la contribution du sport"

Source: [Sport and Peace](#)



- **Editorial** **4**



L'INTERVIEW DU MOIS

- **Brigitte Henriques, Présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF)** **5**



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **Les ministres du Sport échangent à propos du modèle européen du sport, l'Ukraine et le développement durable** **8**
- **E-Sport : la Commission de la Culture et de l'Éducation du Parlement européen publie une proposition de rapport** **9**
- **Le Ministère des sports français réunit les parties prenantes autour de la thématique des événements sportifs zéro carbone et zéro déchets** **10**
- **La Commission européenne propose de nouvelles règles sur l'économie circulaire et la durabilité des produits** **11**
- **Les institutions européennes trouvent un accord sur la législation sur les services numériques (Digital Services Act)** **13**
- **La Commission européenne lance le prix #BEACTIVE** **16**



LE COIN DES PARTENAIRES

- **Réunion de lancement de GAMES** **18**
- **Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE organise son troisième webinaire sur les fonds européens structurels et d'investissements** **19**
- **Réunion du Comité olympique danois et du bureau de représentation des COE à Bruxelles** **20**
- **Évènements à venir** **22**



EDITORIAL

Chers lecteurs,

L'agenda politique en Europe est toujours dominé par les conséquences de la guerre en Ukraine. La solidarité générale avec l'Ukraine ne fait aucun doute, mais la question de savoir quel type de soutien militaire et autre sera fourni, par qui et quand, semble encore controversée.

Le monde du sport organisé contribue par d'innombrables actions à soutenir le sport en Ukraine, que ce soit par l'hébergement et l'accompagnement d'équipes entières ou par des dons. La question des sanctions pour le sport russe et biélorusse reste critique. Ces dernières semaines, des décisions plus ou moins sévères ont été prises, impliquant l'exclusion totale d'athlètes et d'équipes, le retrait d'événements, ou l'exclusion de réunions et la perte du droit de vote dans les conseils d'administration. Mais il y avait certainement des différences en termes de sévérité des sanctions et des groupes d'acteurs impliqués.

Les arguments diffèrent. Si certains soutiennent que le sport doit être neutre et ne devrait pas dépasser son rôle de rassemblement des peuples, d'autres considèrent le sport comme une partie intégrante de la société qui doit soutenir les sanctions politiques et économiques dans son domaine. D'un point de vue juridique, les sanctions ne reposent pas toujours sur une base solide, ce qui montre les risques que prennent actuellement un certain nombre d'organisations sportives.

Par conséquent, l'étendue des sanctions dans les fédérations reste différente et occupera donc le Tribunal Arbitral du Sport dans les semaines et mois à venir. En tout cas, des sanctions variantes pour les athlètes russes, comme dans les tournois du Grand Chelem en tennis, perpétuent l'image d'incohérence et devraient être évitées à l'avenir.

La question de l'avenir des grands événements sportifs sera abordée par un panel de haut niveau lors de la 6ème Soirée européenne du sport, qui se tiendra à Bruxelles le 21 juin. Cet événement, organisé tous les deux ans par le bureau de représentation des COE auprès de l'UE, réunit des représentants du sport organisé, des institutions européennes et de la politique. Outre le président du CIO, Thomas Bach, et le président du CIP, Andrew Parsons, la Commissaire européenne Mariya Gabriel et le président des COE, Spyros Capralos, prendront la parole.

Le 27 avril, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a tenu sa première réunion en présentiel depuis le début de la pandémie. Les participants à la réunion de lancement de notre nouveau projet européen GAMES, qui vise à promouvoir l'accès pour les femmes aux postes de direction dans le sport, ont pu constater l'importance de telles réunions. Nous nous réjouissons des deux prochaines années de collaboration avec le CIO, les huit CNO et nos experts afin de réaliser des progrès concrets sur cette question importante.

Avec mes meilleures salutations,



Folker Hellmund

Directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE



L'INTERVIEW DU MOIS



Internationale de football, puis dirigeante, Brigitte Henriques est présidente du CNOF depuis 2021. Auparavant, elle fut vice-présidente déléguée de la Fédération française de football après avoir été secrétaire générale en charge du développement du football féminin et des dossiers « Sport et Handicap » et « Football à l'école ».

Brigitte Henriques est secrétaire générale du Fondation du Football depuis 2014, elle a été vice-présidente du comité local d'organisation de la Coupe du monde féminine en 2019.

1. Mme Henriques, après près d'un an à la tête du Comité national olympique et sportif français (CNOF), quel bilan tirez-vous des initiatives que vous avez déjà pu mettre en place ?

Tout en accompagnant les délégations françaises aux Jeux olympiques à Tokyo, puis à Pékin et en Finlande pour le Festival Olympique d'hiver de la Jeunesse Européenne, nous avons mis en place une nouvelle organisation. Un «Service aux Membres» va permettre de mutualiser les outils au profit des fédérations. Un plan de ressources pour le développement durable, pour l'éducation et l'inclusion par le sport pour les publics en retrait a été déployé.

Un Pôle en charge de la Transformation Economique va aider les fédérations à devenir moins dépendantes des ressources financières des licences ou des subventions de l'Etat. Ce ne sont que quelques exemples, mais en seulement neuf mois, le CNOF «version Brigitte Henriques» s'est mis en action grâce à une équipe d'élus engagés et dynamiques.

2. Quelles priorités avez-vous défini pour le développement du mouvement olympique français dans les années à venir ?

Il faut donner au sport la place qui est la sienne au vu des multiples enjeux et des nombreux espoirs qu'il porte pour les années à venir. Le sport doit être considéré à sa juste dimension car il est vital pour notre société en termes de santé publique, d'emploi et d'éducation.

Enfin, il nous faudra être à la hauteur des attentes lors des Jeux de Paris 2024. Dans cette optique, le plan Ambition 2024 conduit par Claude Onesta, Manager de la Haute Performance de l'Agence Nationale du Sport (ANS), va permettre d'accompagner les coaches et les athlètes.

3. La France détient, jusqu'à la fin du mois de juin, la présidence du Conseil de l'Union européenne, et a mis l'accent sur la durabilité des activités et événements sportifs, le rôle du sport et de l'activité physique dans le développement des enfants et jeunes, et le modèle sportif européen. Que peuvent apporter ces discussions au sport européen selon vous ?

La Présidence slovène avait délibéré sur ce modèle européen mais nous souhaitons aller plus loin afin de le préserver celui-ci, selon le principe de la pyramide: le club, la détection, les centres de formation et les clauses qui préservent des athlètes pour les sélections nationales.

C'est essentiel car le sport, par son modèle méritocratique qui récompense l'effort, joue un rôle déterminant en termes d'éducation.

4. Le monde du sport, comme le reste de la société, fait face à une nouvelle situation induite par la guerre en Ukraine. Quelles mesures sont et seront mises en place par le sport français pour accueillir et accompagner les réfugiés ukrainiens, et notamment les sportifs ?

Des fédérations se sont mobilisées face à ce drame pour accueillir en France des réfugiés ukrainiens, pour permettre à des athlètes de poursuivre leur carrière et mettre en sécurité leur famille. D'autres ont collecté des produits de première nécessité pour les expédier en Ukraine.

Enfin, le CNOSF a voté une aide exceptionnelle de 100 KE pour soutenir les fédérations qui souhaitent aller plus loin dans leurs actions de solidarité au profit du mouvement sportif et du peuple ukrainien.

5. Vous avez joué un rôle important dans le sport féminin en France (ancienne joueuse professionnelle, entraîneur, chargée du développement du football féminin au sein de la Fédération française de football, vice-présidente du comité d'organisation de la Coupe du monde de football féminine 2019, première femme élue à la tête du CNOSF). Quels blocages existe-t-il toujours selon vous pour que la parité de genres dans le sport soit durablement établie et quelles actions peuvent être mises en place par les organisations sportives ?

Il faut permettre aux jeunes filles de pratiquer, dès le plus jeune âge, la discipline de leur choix, grâce à des programmes de sport à l'école en lien avec les fédérations. La convention-cadre du CNOSF avec le Ministère de l'Education Nationale participe aussi au développement du sport féminin. Certes, le haut niveau manque encore de visibilité.

C'est pourquoi, sur la chaîne de télévision du mouvement sportif français, « Sport en France », nous diffusons chaque mois auprès d'une audience d'un million de téléspectateurs, 45% de programmes dédiés au sport féminin! Cette exposition met en lumière les disciplines et suscite l'intérêt des sponsors. Mais il reste à faire pour que les femmes accèdent aux mêmes droits et conditions de pratique que les hommes.

6. Plusieurs initiatives ont été lancées en France pour favoriser l'inclusion et la diversité dans le sport depuis votre prise de fonction. Aujourd'hui plus que jamais, considérant le contexte international, quelle place voyez-vous pour le sport en tant que vecteur des valeurs de l'accueil, de l'ouverture, et du respect ?

En mars dernier, lors de notre colloque sur la Mixité, nous avons lancé le programme «300 femmes Dirigeantes» afin de permettre à des femmes, déjà engagées dans le mouvement sportif, de se former pour accéder aux postes à responsabilités. Nous avons aussi organisé un colloque sur l'Inclusion par le sport pour les pratiquants LGBT et transgenres, avec des témoignages de sportifs engagés. Le CNOSF s'est positionné sur ces sujets de société.

Enfin, concernant les publics prioritaires de la Ville, Sarah Ourahmoune, vice-championne Olympique de Boxe à Rio, et Nadir Allouache, président de la Fédération de Kickboxing travaillent sur une action en milieu pénitentiaire pour favoriser l'insertion par le sport, en s'appuyant sur le réseau de clubs fédérés.

7. La pandémie de Covid-19 a eu un impact considérable sur les clubs de sport et l'implication des bénévoles, dont le sport de masse dépend. Après cette période d'élections présidentielles, que demande le CNOSF au gouvernement pour venir en aide aux clubs et assurer l'engagement durable des bénévoles qui les font vivre ?

Le gouvernement français a accompagné le mouvement sportif durant les deux ans de crise sanitaire. Sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, deux fois 10 millions d'euros ont été alloués pour compenser les pertes de rentrées financières liées aux licences pour les clubs. Quant à l'engagement des bénévoles, le CNOSF dans le cadre de sa contribution à la campagne Présidentielle 2022, a proposé un plan Marshall

du bénévolat sportif, comportant entre autres la création d'un statut de dirigeant bénévole et d'un guichet unique pour alléger les contraintes administratives. Il faut absolument valoriser les 3,5 millions bénévoles qui constituent le socle du mouvement sportif en France.

8. La France accueillera en 2024 les Jeux olympiques et paralympiques d'été. Comment de tels événements sportifs peuvent-ils contribuer au développement de tout le paysage sportif d'un pays, en plus de celui du sport de haut-niveau ?

Les Jeux de Paris 2024 doivent permettre à la France de rayonner au niveau international. A ce titre, le CNOSF prépare le Club France de la Villette: on y célèbrera les athlètes français, fera la promotion des activités des fédérations et y recevrons les représentants des CNO étrangers. Nous travaillons sur une hypothèse de 100.000 visiteurs/jour.

Enfin, sur le plan sportif, 10 millions d'euros supplémentaires ont été mis à disposition par l'ANS afin de tendre vers l'objectif que la France s'est fixé de 80 médailles, que nos athlètes puissent réaliser le «home advantage», et que nous vivions pleinement cet événement historique que la France attend depuis 100 ans!



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

Les ministres du Sport échantent à propos du modèle européen du sport, l'Ukraine et le développement durable

Le 4 avril, une réunion du Conseil Education, Jeunesse, Culture et Sport (EYCS) de l'Union européenne s'est tenue à Luxembourg.

À l'ordre du jour figuraient un débat d'orientation sur "la promotion des valeurs de l'UE par le sport et son organisation", l'adoption de conclusions sur "le sport et l'activité physique, leviers prometteurs de transformation des comportements en faveur du développement durable", une discussion sur l'impact de la guerre en Ukraine sur le secteur du sport en Europe et une mise à jour sur la prochaine présidence tchèque du Conseil de l'UE. Un déjeuner de travail sur l'égalité des genres dans le sport a également eu lieu à huis clos.

Sport et développement durable

Après un discours de la ministre française des Sports, Roxanna Măărăcineanu, les ministres des Sports de l'UE ont approuvé les conclusions sur "le sport et l'activité physique, leviers prometteurs de transformation des comportements en faveur du développement durable".

Le texte vise à accélérer le changement de comportement des acteurs du sport, des entreprises impliquées dans les infrastructures sportives et des organisateurs d'événements afin de réduire l'impact sur l'environnement. Les conclusions visent également à mieux positionner le sport comme levier d'éducation et de prise en compte des objectifs de développement durable de la Commission européenne.

Modèle européen du sport

Le président des Comités Olympiques Européens (COE), Spyros Capralos, a été invité à s'adresser aux délégués avant un débat d'orientation sur "la promotion des valeurs de l'UE par le sport et son organisation".

Le président des Comités Olympiques Européens (COE), Spyros Capralos, a été invité à s'adresser aux délégués avant un débat d'orientation sur "la promotion des valeurs de l'UE par le sport et son organisation".

Le président des COE, Spyros Capralos, a ouvert le débat en mettant en évidence les principaux facteurs influençant l'organisation du sport en Europe. Capralos a souligné l'importance du modèle sportif européen et a donné des idées sur la façon dont le sport devrait être réglementé à l'avenir, suite à l'émergence de nouveaux acteurs. Se déclarant reconnaissant de représenter les COE lors de la session publique, M. Capralos a également souligné la solidarité et l'unité dont a fait preuve le Mouvement olympique après l'invasion de l'Ukraine. En résumé, il a déclaré : "Nous devons continuer à nous adapter et à innover, mais nous devons aussi rester attachés à nos valeurs européennes. Nous devons accueillir les nouveaux arrivants mais aussi continuer à éduquer nos parties prenantes sur le modèle sportif européen. Il est de notre devoir collectif de travailler à l'unisson pour maintenir les valeurs du sport. Cela ne signifie pas que nous devons rester immobiles ou ignorer les possibilités commerciales. Mais nous devons continuer à investir dans le sport de masse et relever les défis qui nous attendent à l'avenir. Nos actions doivent être orientées vers les athlètes. Aujourd'hui, nous avons franchi une étape importante".

Après les remarques de M. Capralos, les ministres des Sports de l'UE ont chacun répondu en donnant leur point de vue sur le modèle sportif européen.

Ukraine

La séance publique a également été marquée par un discours du ministre ukrainien des Sports, Vadym Gutzeit, qui a remercié l'UE pour tous les efforts qu'elle a déployés pour soutenir les athlètes de son pays après l'invasion de l'Ukraine par la Russie et a appelé les gouvernements et les organisations sportives de l'UE à poursuivre leur

soutien à la reconstruction des sports ukrainiens.

Le ministre polonais des sports, Kamil Bortniczuk, a pris un moment pour répondre au ministre ukrainien des sports, Vadym Gutzeit, et a souligné les efforts de la Pologne pour accueillir les réfugiés ukrainiens en Ukraine. Il a déclaré : "Plus de 2,5 millions de réfugiés sont entrés en Pologne depuis le début de la guerre. Parmi les réfugiés figurent des sportifs, qui ont dû quitter leur domicile sans papiers ni équipement sportif, ce qui signifie qu'il leur est difficile de poursuivre leur entraînement et leur carrière sportive. Nous leur avons offert des équipements sportifs et avons ouvert une ligne d'assistance téléphonique pour les sportifs afin de les aider à obtenir un soutien. Nous encourageons les autres États membres à faire de même."

E-Sport : la Commission de la Culture et de l'Éducation du Parlement européen publie une proposition de rapport

La commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen (CULT) a publié son projet de rapport sur "l'e-sport et les jeux vidéo". C'est la première fois qu'une institution européenne traite de ce sujet. Le rapport est un rapport d'initiative du Parlement européen. Par ce biais, le Parlement peut demander à la Commission européenne de présenter une proposition législative sur une question donnée. Cependant, la Commission n'est pas obligée d'agir, c'est pourquoi un rapport d'initiative n'est pas juridiquement contraignant.

La rapporteur du rapport est Laurence Farreng (Renouveau, France). Les rapporteurs fictifs sont Tomasz Frankowski (PPE, Pologne), Heléne Fritzon, (S&D, Suède) Niklas Nienass (Verts, Allemagne), Gianantonio da Re (ID, Italie), Tomasz Poreba (ECR, Pologne) et Alexis Georgoulis (GUE, Grèce).

Se concentrant principalement sur les jeux vidéo, une petite partie du rapport traite de l'e-sport. En général, le projet de rapport décrit une approche de soutien qui tente de renforcer le secteur en termes de reconnaissance et de financement.

Présidence tchèque

Le commissaire Gabriel et la ministre Mărăcineanu ont conclu en offrant leur soutien et leurs vœux de réussite à la future présidence tchèque, qui a exposé ses priorités pour le sport au cours de son mandat, en mettant l'accent sur la durabilité dans le sport, l'écologisation du sport et l'impact des infrastructures sportives sur l'environnement, notamment après l'accueil de grands événements sportifs.

PLUS D'INFORMATIONS

[Agenda du Conseil](#)

[Résultats du Conseil](#)

Le projet de rapport invite la Commission à développer "une stratégie à long terme en matière de jeux vidéo, en tenant également compte de l'e-sport" et à "financer la création d'une Académie européenne du jeu vidéo".

Le projet de rapport ne comporte pas de définition précise de ce qui est considéré comme un sport électronique et de ce qui est considéré comme un jeu vidéo. Mais il semble clair que le rapport considère l'e-sport comme un "jeu de compétition", quel que soit le type de jeu pratiqué.

De nombreuses fédérations sportives, cependant, considèrent l'e-sport uniquement comme le transfert d'un sport réel (par exemple, le football ou le basket-ball) dans le monde virtuel, indépendamment du fait que ce jeu sportif virtuel soit joué de manière compétitive ou non.

En ce qui concerne l'e-sport (dans sa propre définition), le projet de rapport mentionne entre autres les points suivants :

- "Considère que l'e-sport et les sports traditionnels sont des secteurs différents, notamment du fait que les jeux vidéo utilisés pour les compétitions ou l'e-sport appartiennent à une entité privée et se jouent dans un environnement numérique";
- "Demande à la Commission d'élaborer, en partenariat avec les éditeurs, les clubs et les organisateurs de tournois, une charte visant à promouvoir les valeurs européennes dans les compétitions d'e-sport";
- "Demande à la Commission d'étudier la possibilité de créer un cadre pour des règles harmonisées concernant le statut d'emploi des joueurs professionnels d'e-sport";
- "Invite les États membres et la Commission à envisager la création d'un visa pour les joueurs professionnels d'e-sport, similaire au visa sportif Schengen";
- "Met en garde contre le fait que la pratique intensive du jeu vidéo, en particulier pour les joueurs cherchant à devenir professionnels, peut entraîner une dépendance et un comportement toxique".

Dans les notes explicatives, le projet de rapport explique que "la logique d'organisation des compétitions [d'e-sport] a nécessairement une composante lucrative, ce qui n'est pas le cas pour le sport traditionnel, qui est régi par des fédérations sans but commercial."

Maintenant que le projet de rapport a été publié, les autres membres de la commission CULT peuvent déposer des amendements jusqu'au 23 mai pour influencer le rapport. Un échange de vues aura lieu le 17 mai. Le vote en commission CULT et en plénière du Parlement ne devrait avoir lieu qu'après les vacances d'été.

En outre, le [groupe Sport](#) du Parlement européen organisera un séminaire en ligne sur le sujet du e-sport. Le webinaire aura lieu le mercredi 11 mai à 14h30. L'inscription est ouverte [ici](#).

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE suivra de près ce rapport et tiendra ses partenaires informés.

PLUS D'INFORMATIONS

[Proposition de rapport](#)

[Fiche de procédure](#)

Le Ministère des sports français réunit les parties prenantes autour de la thématique des événements sportifs zéro carbone et zéro déchets

Les 13 et 14 avril, un Peer Learning Event a été organisé par le ministère français des Sports sur le thème des "événements sportifs zéro carbone et zéro déchet". Organisé dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, l'événement a réuni à Paris des représentants de plusieurs ministères des Sports et de l'Environnement, des organisateurs d'événements sportifs et des organisations sportives. Le bureau de représentation des COE à Bruxelles était représenté par Eva Rebmann, chargée de politiques européennes.

Le programme a combiné des présentations d'organiseurs d'événements sportifs sur

l'évaluation de leur empreinte et/ou de leur production de déchets et les mesures pour réduire ces indicateurs, avec des ateliers pour identifier concrètement les sources de pollution et échanger sur les stratégies de réduction.

Événements sportifs zéro carbone

Au cours de la première journée, consacrée au "zéro carbone", les participants ont entendu parler et discuté des différents champs d'émissions de carbone (à savoir le champ d'application 1 - émissions directes, par exemple le carburant, le chauffage, la climatisation ; le champ d'application 2 - émissions indirectes

générées par l'énergie achetée et le champ d'application 3 - toutes les émissions indirectes, par exemple les déplacements du personnel, les voyages d'affaires, les achats), de la méthodologie de mesure de l'empreinte carbone, des facteurs de réussite d'une stratégie à faible émission de carbone et des conseils sur la compensation carbone.

Parmi les organisateurs d'événements sportifs représentés étaient les 24h du Mans, la Coupe du monde féminine de la FIFA 2019, l'UEFA Euro 2024 et la Formule E.

Événements sportifs zéro déchet

Le deuxième jour était consacré au thème du "zéro déchet" et a permis aux participants de s'informer sur les principaux types et sources de déchets (par exemple, aliments et boissons, merchandising, signalétique), le cycle de vie des produits, le principe des quatre R (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler) et les moyens d'utiliser et de réutiliser intelligemment les produits pendant et après les événements sportifs. Les participants ont entendu les témoignages de l'European Eco Trail, du London Marathon et d'une ONG française, "Les Connexions", qui réutilise et transforme les déchets des événements (FIFA Euro 2016, Marathon de Paris, Tour de France).

FOJE 2022

Anni Heikkinen a présenté la stratégie de responsabilité environnementale du Festival olympique de la jeunesse européenne (FOJE) 2022, organisé à Vuokatti, en Finlande, en février.

La production de déchets a été minimisée en évitant autant que possible les matériaux jetables, et tout le matériel sera soit réutilisé lors de futurs événements, soit vendu, transmis ou recyclé, a déclaré Mme Heikkinen. Plus particulièrement, tous les sites de compétition et les hébergements étaient préexistants au FOJE, conformément à l'Agenda olympique 2020, et une forêt FOJE 2022 a été plantée pour servir de puits de carbone.

Cette réunion a été une excellente occasion pour les participants de se concentrer sur ce sujet important pendant deux demi-journées et de partager leur expérience et leur expertise sur la façon dont l'impact des événements sportifs est abordé par différents pays ou organisations en Europe.

Le bureau de représentation des COE à Bruxelles est heureux d'avoir été invité à participer à cette activité et se réjouit de continuer à travailler sur le thème du sport plus vert avec tous les partenaires européens.



Credit: Ministère des Sports

La Commission européenne propose de nouvelles règles sur l'économie circulaire et la durabilité des produits

Le 30 mars, la Commission européenne a présenté une nouvelle série de propositions dans le cadre du Green Deal. Après des propositions législatives portant notamment sur l'énergie, la mobilité, les forêts ou la biodiversité, la Commission européenne s'attaque cette fois à l'efficacité des ressources et à la circularité des produits que nous utilisons.

Ce nouveau paquet de propositions est composé de quatre initiatives :

- [Règlement sur l'écoconception des produits durables](#) (révision), qui étend l'actuelle directive sur l'écoconception à pratiquement tous les produits (à l'exception des denrées alimentaires, des médicaments, des plantes, et des animaux). Ce règlement fixera de nouvelles exigences pour rendre les produits plus durables, fiables, réutilisables, réparables, faciles à entretenir, à remettre à neuf et à recycler, et moins consommateurs d'énergie et de ressources. Des marchés publics écologiques et des mesures d'incitation en faveur des produits durables sont également prévus.
- [Une stratégie pour des textiles durables et circulaires](#), afin d'augmenter le recyclage des textiles et l'utilisation de matériaux recyclés dans les textiles, d'améliorer les droits sociaux et les normes environnementales de la production, de soutenir les modèles commerciaux circulaires (y compris les services de réutilisation et de réparation).
- [Règlement sur les produits de construction](#) (révision), avec de nouvelles exigences pour les produits (par exemple, l'origine des matériaux, la recyclabilité et le recyclage, la réparabilité, l'efficacité énergétique).
- [Directive sur les droits des consommateurs](#) (révision), visant à mieux informer les consommateurs sur les performances environnementales des produits, à les protéger contre l'écoblanchiment et l'obsolescence programmée, etc.

Les propositions de la Commission européenne vont maintenant être examinées par le Parlement européen et le Conseil dans les mois à venir. Bien que la portée ou l'intensité des mesures proposées puissent être modifiées au cours du processus de discussion, les textes susmentionnés seront de toute façon tous pertinents pour les organisations sportives dans une certaine mesure.

Les organisations sportives devront réagir et ajuster certaines de leurs pratiques, notamment concernant les événements sportifs, mais aussi dans le cadre de leurs activités quotidiennes.

Le règlement sur l'écoconception pourrait avoir un impact sur l'achat de produits pour les événements sportifs, tandis que la stratégie pour des textiles durables et circulaires pourrait influencer le choix des vêtements des bénévoles ou des athlètes, et le règlement sur les produits de construction aurait un impact sur les infrastructures sportives, mais aussi sur le siège de l'organisation. En plus des changements réglementaires attendus, les organisations sportives font l'objet d'un examen public accru quant à leur durabilité et devront en tout cas évoluer.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE suivra de près les discussions sur le paquet économie circulaire afin de comprendre dans quelle mesure les organisations sportives seront touchées et quelles seront les opportunités.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

Fiches d'information : [Eco-conception](#), [Textiles](#), [Produits de construction](#), [Droits des consommateurs](#)

Les institutions européennes trouvent un accord sur la législation sur les services numériques (Digital Services Act)

Le 23 avril, le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord politique provisoire sur la législation sur les services numériques (Digital Services Act (DSA)). Selon les institutions européennes, le DSA suit le principe selon lequel ce qui est illégal hors ligne doit également être illégal en ligne. Il vise à protéger l'espace numérique de la diffusion de contenus illicites et à garantir la protection des droits fondamentaux des utilisateurs. Le DSA vise également à assurer une surveillance plus stricte des plateformes en ligne.

Le texte final n'est pas encore public et les détails sont encore en cours de finalisation au niveau technique.

Le DSA contient des obligations de vigilance à l'échelle de l'UE qui s'appliqueront à tous les services numériques qui mettent en relation les consommateurs avec des biens, des services ou des contenus. Sont donc concernés notamment les fournisseurs d'accès à Internet, les fournisseurs d'hébergement, les services de cloud, les réseaux sociaux, les messageries et les places de marché en ligne. Leurs obligations en vertu du DSA dépendent de leur rôle, de leur taille et de leur impact. Plus leur taille et leur impact sont grands, plus leurs obligations sont importantes.

Les plateformes accessibles aux mineurs devront mettre en place des mesures de protection spéciales pour assurer leur sécurité en ligne, notamment lorsqu'elles savent qu'un utilisateur est mineur. Il sera interdit aux plateformes de présenter des publicités ciblées basées sur l'utilisation des données personnelles des mineurs telles que définies dans la législation européenne.

L'accord politique obtenu par le Parlement européen et le Conseil est maintenant soumis à l'approbation formelle des deux co-législateurs. Une fois adopté, le DSA sera directement applicable dans toute l'UE. Il est fort probable que les règles commenceront à s'appliquer en

2024, en fonction de la date exacte de publication au Journal officiel de l'UE.

Pertinence pour le sport

Même si le DSA établira de nouvelles règles sur la manière de s'attaquer au contenu illégal en ligne, elle ne semble pas comporter d'éléments améliorant la lutte contre les retransmissions sportives illégales en ligne. En définitive, le DSA ne clarifie pas le concept de retrait "rapide" du contenu illégal en termes de délais. Étant donné que la valeur des retransmissions d'événements sportifs découle de leur caractère en direct, un retrait immédiat en quelques minutes serait nécessaire. Ainsi, la Commission européenne devrait maintenant donner suite à la résolution du Parlement sur les "[Défis pour les organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique](#)" de mai 2021. Dans une lettre de juillet 2021, le vice-président de la Commission, Maroš Šefčovič, avait déjà annoncé "exposer, au cours du premier semestre de 2022, les mesures législatives ou toute autre action concrète qu'elle entend prendre pour lutter contre le piratage en ligne des contenus en direct, y compris les événements sportifs en direct". Dans cette même lettre, Šefčovič a souligné qu'une fois les dispositions du DSA fixées, elles "pourraient servir de base à une action politique plus spécifique visant à assurer le retrait en temps utile des contenus sportifs en direct illégaux".

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

[Communiqué de presse du Conseil](#)

[Communiqué de presse du Parlement européen](#)

Fonds de développement rural et sport : Selon une étude de la Commission, la rénovation des installations sportives est perçue comme très efficace

La Commission européenne a publié une étude évaluant l'impact du LEADER (Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale) sur le développement territorial. L'idée est d'engager l'énergie et les ressources des organisations locales en tant qu'acteurs du développement, en leur donnant les moyens de contribuer au développement futur de leurs zones rurales en formant des partenariats de groupes d'action locale (GAL) entre les secteurs public, privé et civil. Ainsi, l'approche LEADER mise en œuvre par les GAL est une approche ascendante fondée sur l'idée que les populations locales sont les meilleurs experts pour conduire le développement de leur territoire.

The 7 Features of LEADER

- i. **Bottom-up approach**, where local actors design a local development strategy and measures to be funded within it;
- ii. **Area-based approach** - the territory forms the basis for development of the local strategy;
- iii. **Partnership** - Local Action Groups (LAGs) are balanced groups involving public, private-sector and third sector actors, mobilising all available skills and resources;
- iv. **Integrated, multi-sector action** - combining economic, social, cultural and environmental resources to achieve synergies between them;
- v. **Networking** - bringing actors together in disseminating and sharing knowledge, ideas and information, and building capacity;
- vi. **Innovation** - fostering new and innovative responses to local problems and opportunities;
- vii. **Cooperation** - enabling rural areas to work together, spreading good practice via LAGs all across the EU.

Source: Commission Leaflet on LEADER

Dans ce contexte, l'étude de la Commission a conclu que LEADER a développé efficacement des solutions pour répondre aux défis et aux opportunités de développement économique et social au niveau local. L'étude suggère que les domaines les plus forts de LEADER sont la création et le maintien d'emplois, la valeur ajoutée locale des produits et la modernisation des entreprises.

Bien qu'il ne représente qu'environ 7% du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), LEADER a démontré sa pertinence et son efficacité en contribuant au développement rural durable dans toute l'UE.

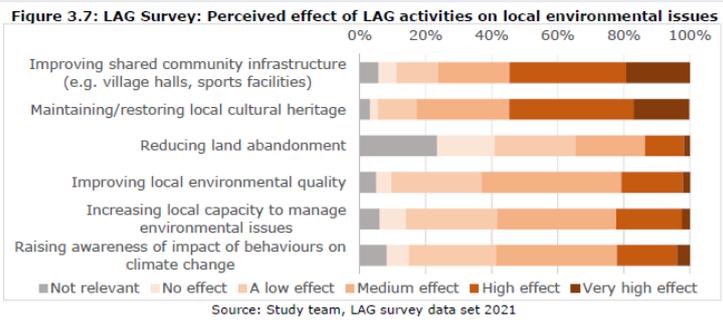
Pertinence pour le sport

Pour de nombreuses personnes vivant dans les zones rurales, le sport, et notamment les clubs sportifs, jouent un rôle majeur dans leur vie quotidienne. Les clubs de sport dans les zones rurales sont souvent essentiels aux communautés locales et créent un sentiment d'appartenance. En outre, des installations sportives modernes et des offres sportives de qualité augmentent l'attrait des zones rurales pour les habitants et les touristes.

C'est dans ce contexte que l'étude de la Commission révèle que "l'amélioration des infrastructures communautaires partagées, telles que les salles des fêtes et les installations sportives" est perçue comme ayant un effet élevé ou très élevé sur l'environnement local.

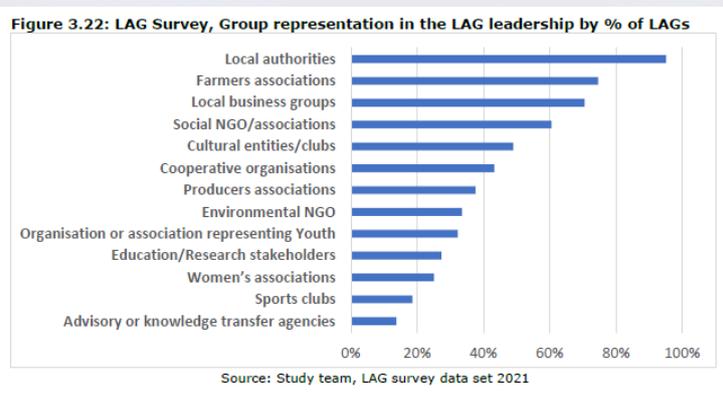
En effet, l'amélioration des installations sportives peut non seulement contribuer à renforcer l'efficacité énergétique, et donc à réduire les émissions de CO₂, mais aussi permettre à davantage de personnes d'être physiquement actives et contribuer à la cohésion sociale dans les zones rurales.

Toutefois, contrairement à ces liens positifs entre le sport et le développement rural, l'étude révèle que les clubs sportifs ne sont pas bien représentés dans les GAL. Les clubs de sport ne sont représentés que dans 20% des GAL. Les clubs de sport sont donc loin derrière des acteurs comparables tels que les entités culturelles ou d'autres associations.



Pourtant, s'engager dans les GAL peut être très bénéfique pour les acteurs du sport, car les décisions de financement sont prises directement par ces GAL. Il est donc conseillé aux clubs sportifs ou aux fédérations sportives des zones rurales de chercher à accéder au GAL de leur région respective.

Cela pourrait ouvrir des possibilités de financement supplémentaires pour les projets sportifs bénéficiant à la communauté rurale.



Exemples de financements LEADER pour le sport

Malheureusement, il n'existe pas de base de données européenne sur tous les projets financés par LEADER/GAL. Néanmoins, certains exemples de projets sportifs ayant bénéficié d'un financement LEADER sont mis



Photo du Aktivpark Lumdatal en zone rurale

en évidence dans la base de données des projets du Réseau européen pour le développement rural, tels que "Fagersta Södra - soutenir l'intégration des migrants" en Suède, "Construction d'un terrain multisports au village de Plenita" en Roumanie, "Soutenir un mode de vie sain pour toutes les générations" en Slovénie, ou l'"Aktivpark Lumdatal" en Allemagne.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse](#)

[Etude complète : Étude d'appui à l'évaluation de l'impact de LEADER sur le développement territorial équilibré](#)

La Commission européenne lance le prix #BEACTIVE



Erasmus+ Programme (ERASMUS)

Call for a prize — Rules of Contest

#BeActive Awards

ERASMUS-SPORT-2022-BE-ACTIVE-AWARDS

La Commission européenne a officiellement lancé les #BeActive Awards 2022 et annoncé que les nominations sont désormais ouvertes, avec une toute nouvelle catégorie "Across Generations", en plus des catégories "éducation", "lieu de travail" et "héros local".

Dans leur 7ème édition, les #BeActive Awards continuent de mettre en lumière les projets qui ont été mis en œuvre avec succès pour promouvoir la participation au sport et à l'activité physique dans les États membres de l'UE et les [pays associés au programme Erasmus+](#).

En conséquence, l'objectif global des #BeActive Awards 2022 est de récompenser les projets et les initiatives qui ont réussi à promouvoir le sport et l'activité physique dans toute l'Europe, notamment en contribuant à l'initiative HealthyLifeStyle4All et à la promotion du sport vert. Les projets ne seront pas nécessairement transnationaux ni financés par l'UE.

Cette année, le prix #BeActive comportera quatre catégories :

- Le prix #BeActive Across Generation (nouveau) vise à récompenser les projets promouvant le sport intergénérationnel.
- Le prix #BeActive Education vise à démontrer comment l'éducation peut encourager les enfants à faire plus de sport et d'activité physique en dehors du programme scolaire consacré.
- Le prix #BeActive Workplace récompense les activités sur le lieu de travail qui encouragent un environnement de travail actif pour tous les employés.
- Le prix #BeActive Local Hero Award vise à célébrer les personnes qui s'efforcent constamment de motiver les autres à faire du sport et de l'activité physique dans leur communauté locale.

A partir de cette année, les candidatures ne doivent plus être soumises via les Organismes de Coordination Nationaux ou les Partenaires de la Semaine Européenne. Les personnes intéressées peuvent directement soumettre leur proposition via le [portail des financements et des appels d'offres](#) de la Commission européenne avant la date limite du 19 mai 2022 à 17h00.

Les demandes doivent être complètes et contenir toutes les informations requises conformément à l'[appel à candidatures](#) et aux critères d'éligibilité.

Pour chaque catégorie, les candidatures retenues qui sont classées 1ère, 2ème et 3ème se verront attribuer un prix. Dans chacune des catégories, le gagnant recevra une récompense de 10 000 € et les 2ème et 3ème) recevront 2 500 € chacun. Les lauréats recevront leur prix lors de la cérémonie de remise des prix.

De plus amples informations sur les résultats et les prix des #BeActive Awards 2022 devraient être annoncées en novembre 2022.

PLUS D'INFORMATIONS

[Appel à candidatures](#)

Candidature: [BeActive Across Generation Award](#)

Candidature: [BeActive Education Award](#)

Candidature: [BeActive WorkPlace Award](#)

Candidature: [BeActive Local Hero](#)

[Exemples de précédents lauréats](#)



LE COIN DES PARTENAIRES

Réunion de lancement de GAMES

Projet Erasmus+ pour augmenter le nombre de femmes aux postes de direction des organisations sportives

La réunion de lancement du [projet GAMES \(Guidance to Achieve More Equal Leadership in Sport\)](#) a été organisée au bureau de représentation des COE auprès de l'UE les 26-27 avril 2022.



La réunion a rassemblé 23 représentants des huit CNO partenaires (Turquie, Grèce, Belgique, Lettonie, Irlande, République tchèque, Allemagne et Macédoine du Nord), des experts de l'égalité des genres et du sport, à savoir professeur Kari Fasting (Equal Rights in Sports) et I Trust Sport, ainsi que le CIO.

Le projet GAMES est un projet de 24 mois cofinancé par la Commission européenne dans le cadre du [programme Erasmus+ Sport 2021](#). GAMES vise à promouvoir l'intégrité et les valeurs du sport en améliorant la bonne gouvernance, en se concentrant particulièrement sur la promotion des changements structurels et culturels en termes d'égalité des genres aux postes de direction et de décision parmi les CNO partenaires.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Jour 1

La réunion a été ouverte par Folker Hellmund (Directeur, bureau de représentation des COE auprès de l'UE) qui a souhaité la bienvenue à tous les participants à la réunion et a souligné comment l'égalité des genres devrait être considérée comme une priorité stratégique pour les CNO européens et un élément essentiel de la bonne gouvernance pour les organisations sportives dans leur ensemble. À cet égard, il a été réitéré la pertinence d'impliquer les fédérations membres des CNO afin d'assurer un impact large et durable. Ensuite, chaque partenaire a eu l'occasion de se présenter ainsi que son organisation et ses attentes pour le projet, ainsi que le contexte national.

L'oratrice principale, professeur Kari Fasting, a donné un aperçu inspirant des définitions, principales initiatives et défis auxquels sont confrontés les CNO européens et les organisations sportives en matière d'égalité des genres et de leadership. Par ailleurs, le CIO (Sandra Lengwiller) a donné un bref aperçu des politiques et objectifs du mouvement olympique en matière d'égalité des genres. En outre, Annamarie Phelps (présidente de la commission pour l'égalité des genres des COE) a discuté des politiques les plus pertinentes et des initiatives à venir impliquant les CNO européens.

Jour 2

La deuxième journée a débuté avec une présentation du bureau de représentation des COE auprès de l'UE sur les [recommandations et le plan d'action du groupe de haut niveau de l'UE sur l'égalité des genres dans le sport](#).

Ensuite, le consortium a discuté des activités initiales du projet sous la direction de I Trust Sport. Plus particulièrement, les procédures et dispositions prévues pour garantir des données de haute qualité pour l'étude de base, qui jettera les bases d'une meilleure compréhension de la situation actuelle dans les CNO partenaires - et les principales fédérations sportives - en termes d'égalité des genres.

Dans la lignée des présentations précédentes, la réunion s'est poursuivie avec la présentation des livrables, réunions et événements à venir. Les tâches administratives et financières essentielles prévues dans le cadre du projet ont été discutés dans le but d'assurer une compréhension commune des rôles et des responsabilités des partenaires.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE remercie tous les participants pour leur participation active et leur engagement dans la promotion de l'égalité des genres dans le leadership sportif, et se réjouit de la poursuite de la mise en œuvre du projet GAMES.



Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE organise son troisième webinar sur les fonds européens structurels et d'investissements



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES

EU
Office

EU FUNDING WEBINAR

European Structural and Investment Funds

April 2022

Le 28 avril 2022, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a poursuivi sa série de webinaires consacrés aux financements européens. Le troisième webinar était consacré aux Fonds européens structurels et d'investissement (FESI), ses structures et priorités et sa pertinence pour le sport. Ce troisième webinar a rassemblé une trentaine de participants issus de 16 Comités nationaux olympiques et de 8 fédérations sportives.

Le webinar a été ouvert par le directeur du bureau, Folker Hellmund, qui a vivement recommandé aux partenaires et aux CNO européens de tenter de bénéficier du soutien financier disponible par le biais des FESI. Ensuite, les participants ont reçu des informations précieuses sur chacun des fonds suivants :

- [Fonds européen de développement régional \(FEDER\)](#)
- [Fonds social européen \(FSE\)](#)
- [Fonds européen agricole et pour le développement rural \(FEADER\)](#)
- [Fonds européen de coopération interrégionale \(Interreg\)](#)

Ainsi, pour chacun des programmes susmentionnés, Carlotta Giussani et Andreas Bold du bureau de représentation des COE auprès de l'UE ont présenté une série d'exemples de projets dans le domaine du sport provenant de différents pays de l'UE. Les parties prenantes ont été sensibilisées aux étapes nécessaires pour pouvoir bénéficier des Fonds européens structurels et d'investissement.

En outre, le webinaire a été enrichi par quatre témoignages :

- Tom Schmit a présenté la mise en œuvre du projet Interreg du Comité luxembourgeois de judo, qui a semblé particulièrement pertinent pour les autres fédérations sportives présentes.
- Timo Hämäläinen a illustré l'expérience du CNO finlandais et les enseignements tirés de la mise en œuvre de projets liés au sport dans le cadre des FESI.
- Aleš Šolar a montré comment le CNO slovène a fait des FESI une priorité stratégique et a conçu un "modus operandi" efficace pour accéder au financement.
- Michael Serneels (Unité Sport, Commission européenne) a souligné l'importance du timing, du partenariat, des ressources et de la planification stratégique pour la réussite d'un candidat.

Suite aux témoignages, bureau de représentation des COE auprès de l'UE a présenté des ressources et des outils en ligne que les CNO et les fédérations sportives devraient utiliser afin de contacter leurs autorités de gestion, ainsi que pour accéder aux programmes opérationnels et acquérir une meilleure compréhension des projets précédents financés dans un programme et/ou une région FESI spécifique.

Le webinaire a été conclu par Folker Hellmund, qui a donné un aperçu des prochaines étapes concernant les FESI, ainsi qu'un aperçu des activités et services à venir du bureau de représentation des COE auprès de l'UE dans le domaine des financements européens.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE remercie tous les participants pour leur intérêt et se tient prêt à soutenir ses partenaires sur la voie de l'accès aux Fonds structurels et d'investissement européens.

Prochains webinaires

La série de webinaires sur le financement de l'UE devrait se poursuivre à l'automne 2022 avec le 4ème webinaire sur le "financement de l'UE pour la coopération internationale".



Réunion du Comité olympique danois et du bureau de représentation des COE à Bruxelles

Le 7 avril, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a eu le plaisir d'accueillir à Bruxelles une délégation du Comité National Olympique et de la Confédération des Sports du Danemark (DIF).

Après deux années sans réunions en présentiel, notre équipe était heureuse de rencontrer en personne Hans Natorp (président), Per Nylykke (directeur adjoint), Poul Broberg (directeur des affaires publiques) et Martin Juhl Madsen (chef des affaires européennes et internationales) pour des discussions sur nos sujets d'intérêt communs.



Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a fait le point sur les derniers développements de la politique sportive de l'UE, notamment en ce qui concerne le modèle sportif européen, la durabilité du sport, l'égalité des genres, le soutien des organisations sportives à l'Ukraine et l'e-sport.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE se réjouit de poursuivre cette bonne coopération sur les différents projets partagés avec la DIF.



ÉVÈNEMENTS À VENIR

04 mai 2022

Belinclusive - Cérémonie de remise des prix

16 - 17 mai 2022

Réunion annuelle des partenaires du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE - Bruxelles

18 - 19 mai 2022

Réunion de la commission exécutive du CIO - Lausanne

20 mai 2022

139ème Session du CIO - Lausanne

30 mai 2022

Cérémonie de la flamme de la paix - Banska Bystrica 2022 - Rome



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Bruxelles, Belgique



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



**EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES**



EU
Office